

ROSA Newsletter

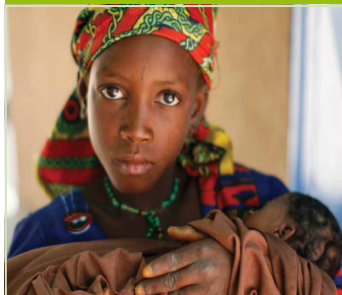


RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Numéro 39 | Septembre 2012

AU SOMMAIRE : Développer la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique sub-saharienne > Agenda > Actualités du réseau

POINTS DE VUE SUR L'ACTUALITÉ



Développer la résilience pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique sub-saharienne

Ces dernières années, les crises alimentaires récurrentes en particulier au Sahel et dans la Corne de l'Afrique ont placé la résilience en haut de l'agenda politique¹. Un large consensus se dégage quant à la nécessité d'associer les actions d'urgence à court terme et les stratégies intégrées à long terme afin de s'adresser aux causes structurelles des crises alimentaires et nutritionnelles. Néanmoins, l'une des difficultés majeures reste le développement d'un cadre opérationnel permettant de promouvoir la résilience.

Dans cet entretien, Peter Gubbels de *Groundswell International* souligne que, malgré quelques progrès, les efforts visant à développer la résilience restent fragmentés, dys-fonctionnels et inefficaces. S'appuyant sur un rapport² récemment rédigé pour le compte de Save the Children et World Vision, deux membres du *Sahel Working Group* (SWG), il affirme que, nombreux acteurs se contentent de fonctionner comme d'habitude. Rares sont ceux qui ont déjà effectué des changements institutionnels ou développer des nouvelles actions permettant d'améliorer la prévention des crises à venir. Pour surmonter le « déficit de résilience », il formule plusieurs recommandations à l'attention des gouvernements, des structures régionales, des agences de l'ONU, des bailleurs de fonds, des organisations internationales et de la société civile.

Ces deux dernières années, le concept de résilience a été de plus en plus utilisé par les principaux acteurs humanitaires et du développement opérant dans la région du Sahel. S'agit-il juste d'un terme à la mode ?

Ce concept est le reflet d'un consensus concernant la nécessité de mieux concilier les efforts humanitaires et de développement, à la fois pour traiter la crise actuelle et pour réduire l'ampleur des crises similaires à venir. Des agences de l'ONU, des bailleurs de fonds et des ONG internationales ont effectué de grandes déclarations publiques, organisé des ateliers et préparé des cadres conceptuels ainsi que des documents stratégiques sur la résilience. A première vue, cette démarche est positive. Mais la crise du Sahel de 2012 révèle que peu de progrès concrets ont été réalisés pour ce qui est de

Le ROSA est
une initiative de la :



COMMISSION
EUROPÉENNE

¹ La nécessité d'élaborer un cadre commun et intégré pour renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire a été discutée lors de plusieurs forums, y compris le [Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les crises prolongées](#) (13-14 septembre 2012, High level expert forum on food insecurity in protracted crises, HLEF). A partir des résultats du HLEF, la [session d'octobre 2012](#) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) émettra des recommandations quant à l'élaboration d'un plan d'action.

² Présenté en juillet 2012 lors de l'événement en parallèle de l'ECOSOC, le rapport « Ending the everyday emergency: Resilience and children in the Sahel » est une commande de World Vision et Save the Children, membres du Sahel Working Group.

renforcer la résilience des communautés et des populations vulnérables. L'une des explications est simplement qu'il faut du temps. Néanmoins, la raison plus profonde est que la résilience exige une approche intégrée, multisectorielle, coordonnée et à long terme associant différentes méthodes de lutte contre les causes structurelles.

Les divers éléments de la résilience sont interdépendants et doivent se renforcer mutuellement. Aucune structure ne peut, à elle seule, prendre en compte tous ces aspects. Les initiatives menées par des ministères ou des services gouvernementaux, financées par des bailleurs de fonds spécifiques, ne conviennent pas pour renforcer la résilience. Quelle que soit leur efficacité, des agences individuelles (gouvernementales ou non) ne peuvent pas, en tant qu'éléments isolés au sein d'un système plus large, obtenir des résultats durables en la matière. Les acteurs de l'humanitaire et du développement ne sont pas encore engagés dans une approche globale permettant de développer des synergies entre différents niveaux et secteurs au sein d'un système intégré. En fait, la résilience continue d'être largement promue par le biais d'interventions cloisonnées cantonnées à des secteurs techniques ou à des mandats institutionnels.

● **Le rapport réclame un changement de paradigme majeur dans l'aide au développement. Selon vous, pourquoi les pratiques habituelles ne sont-elles plus adaptées ?**

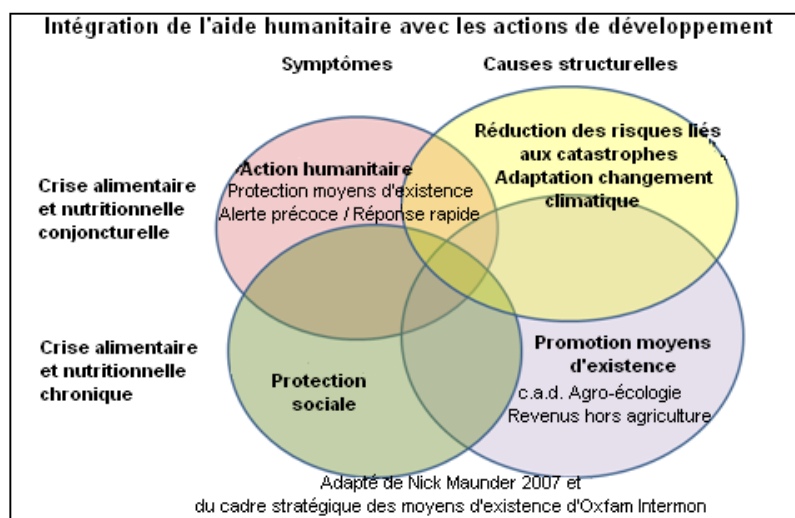
Le système existant de promotion de la résilience doit changer. Si on continue sur la même voie, on ne pourra pas mettre fin aux situations d'urgence quotidiennes ni surmonter le déficit croissant de résilience. Les pays du Sahel sont confrontés à un paradoxe : ils connaissent une croissance économique forte alors même que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle se détériore. S'ils parviennent à favoriser une croissance

soutenue (souvent autour de 5% dans la région sahélienne), les investissements dans le développement ne réussissent pas à réduire la vulnérabilité, la pauvreté et la malnutrition. En effet, le nombre de personnes souffrant de forte insécurité alimentaire et nutritionnelle augmente, tandis que leur résilience diminue. Ce phénomène de croissance économique couplé à un accroissement de la pauvreté, de la vulnérabilité et de la malnutrition est un échec du développement. Dans ces contextes très exposés aux risques liés à la sécheresse et au changement climatique, le paradigme néo-libéral qui consiste à investir dans les domaines présentant un avantage compétitif, la productivité et la croissance des exportations ne produit pas un effet bénéfique pour tous. Les pratiques habituelles ne peuvent pas résoudre le problème. La résilience exige de repenser le financement des actions du développement, l'objet de ce financement ainsi que la manière de procéder.



● **Dans la région du Sahel, une attention urgente est accordée à la nécessité de mettre en place des mesures concertées et de mobiliser les ressources de manière coordonnée afin de remédier aux causes profondes des crises récurrentes. Quels sont les moyens à envisager pour améliorer le système existant ?**

Je souhaiterais mettre en avant certaines recommandations formulées dans le rapport. Tout d'abord, pour être efficace, toute approche en matière de résilience doit être globale et comprendre une série de mesures ciblant les dimensions à la fois aiguë et chronique de l'insécurité alimentaire. Parallèlement, nous devons garantir une complémentarité et des liens plus étroits entre l'aide humanitaire, la réduction des risques, l'adaptation climatique et les actions en faveur du développement. Une assistance humanitaire adéquate intervenant à un stade précoce est nécessaire pour empêcher une perte irréversible des actifs et des moyens d'existence. Bien qu'indispensables pour faire baisser les hauts niveaux de vulnérabilité, les mesures de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique ne suffisent pas. Des initiatives de protection sont nécessaires pour préserver les moyens de subsistance et les actifs productifs. De plus, l'accent doit être placé sur la protection sociale, c'est-à-dire sur des actions publiques offrant une aide prévisible à des individus, des ménages ou des communautés de manière à réduire, éviter et gérer les risques et les vulnérabilités.



Il s'avère moins coûteux et plus efficace de s'appuyer sur un système de protection sociale déjà en place pour pouvoir répondre aux besoins des populations les plus touchées par une crise conjoncturelle. Pour assurer la pérennité et la résilience, un soutien efficace aux petites exploitations agricoles (pas seulement un accroissement de la production) est également nécessaire. A cet effet, il faut promouvoir des formes d'agriculture durables et résilientes accessibles à des ménages vivant dans des régions écologiquement fragiles et fortement exposées aux risques (techniques agro-écologiques qui améliorent la fertilité des sols et la matière organique, empêchent l'érosion du sol et régénèrent la couverture végétale).

Ensuite, les besoins spécifiques des populations souffrant d'insécurité alimentaire chronique doivent devenir une priorité de l'action humanitaire et de développement sur le long terme, pas seulement pendant les crises. Une attention particulière doit être accordée à la malnutrition infantile, laquelle requiert des plans nationaux coordonnés ciblant particulièrement les enfants de moins de deux ans et les femmes enceintes. La malnutrition infantile chronique n'est pas seulement une conséquence, mais aussi une cause du déficit de résilience. La résilience exige un renforcement de la capacité des personnes à adapter leurs stratégies aux chocs. Bien que chaque acteur conceptualise différemment la résilience, il paraît indispensable que, dans le contexte du Sahel, la réduction de la malnutrition chronique et la sécurité nutritionnelle doivent constituer les principaux critères pour évaluer dans quelle mesure la résilience a été renforcée.

Enfin, l'amélioration de la résilience exige plusieurs changements dans la manière dont les différents acteurs coopèrent entre eux. Le premier est de parvenir à un consensus sur ce qu'implique une approche globale et systémique de la résilience ainsi que sur la manière dont chaque organisation peut générer de la valeur ajoutée et des synergies. En termes pratiques, la meilleure solution serait un programme piloté par le pays qui demanderait aux principaux acteurs de s'entendre sur des interventions clés destinées à atteindre la résilience et développerait des initiatives interinstitutionnelles novatrices dans les zones géographiques où la vulnérabilité est la plus forte. Les structures et les agences individuelles doivent changer, mais c'est avant tout le système qui doit évoluer. Nous devons faire tomber les barrières entre les approches humanitaires et de développement, entre les réponses « normales » et celles apportées en période « de crise ». Pour ce faire, il faut un leadership fort et cohérent ainsi qu'une excellente coordination. Les gouvernements nationaux, les agences de l'ONU, les bailleurs de fonds, les ONG internationales et la société civile doivent aider à consolider cette approche en lui accordant l'énergie politique nécessaire et en affectant les ressources financières et techniques aux priorités définies en commun.

AGENDA



Événements passés

- **Présentation officielle des derniers rapports du HLPE (Rome, 12 septembre 2012)** : Le Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur la sécurité alimentaire et la nutrition a présenté deux nouveaux rapports, l'un sur [le changement climatique et la sécurité alimentaire](#), l'autre sur [la protection sociale et la sécurité alimentaire](#). L'événement s'est déroulé au siège de la FAO. Après chacune des présentations, le public était invité à débattre et à poser des questions. Les deux rapports, élaborés à la demande du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), alimenteront les débats qui se tiendront au cours de sa 39ème session. Pour des questions ou des renseignements complémentaires, vous pouvez vous adresser au coordinateur du HLPE, vincent.gitz@fao.org, ou écrire au Secrétariat cfs-hlpe@fao.org.

Événements à venir

15-20 octobre : 39ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale - Rome (Italie) [>>>](#)

16-17 octobre : Journées Européennes du Développement « Pour une croissance inclusive et durable » - Bruxelles [>>>](#)

29 octobre-1er novembre : Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD) - Punta del Este (Uruguay) [>>>](#)

6-9 mars 2013 : Congrès international « La faim cachée. De l'évaluation à des solutions » - Stuttgart (Allemagne)

● **Conférence « Améliorer l'alimentation et la nutrition : Le défis des politiques pour l'alimentation mondiale, l'agriculture et l'utilisation du sol » (Sussex, 23-25 avril 2012)** : Organisée par le think-tank britannique Wilton Park en collaboration avec l'Université d'Exeter, cette conférence est la troisième d'un cycle consacré à l'alimentation, à l'agriculture et à l'utilisation du sol. Axée sur les questions de santé et de nutrition en lien avec la production alimentaire et l'agriculture, elle a réuni 60 participants, dont des décideurs, des experts en nutrition ainsi que des acteurs de l'industrie alimentaire (du producteur au détaillant). Une variété de thèmes en relation avec l'alimentation et la nutrition ont été explorés tels que des exemples de bonnes pratiques dans la lutte contre la sous- et la malnutrition ; les implications politiques et les défis liés à la modification des habitudes alimentaires ; les solutions pour protéger les femmes, les enfants et d'autres groupes vulnérables de l'insécurité alimentaire ; le rôle du secteur privé dans l'amélioration de la nutrition ; et les politiques à mettre en place pour remédier aux différentes formes de sous-, sur- et malnutrition. Le rapport de la conférence est désormais disponible. La prochaine conférence traitera du rôle de la science et des technologies. Elle aura lieu au Wilton Park du 17 au 19 octobre 2012 [>>>](#)

Nouvelles de la Commission

● **Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les crises prolongées (13-14 septembre 2012)** : L'événement, qui s'est déroulé sous les auspices du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), était organisé par les organismes des Nations Unies basés à Rome (FAO, IFAD, PAM) et financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme « Amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim ». L'UE était représentée par Philippe Thomas, d'EuropeAid, lors du panel « *The way forward: Elements for an Agenda for action* ». [>>>](#)

● **La protection sociale dans la coopération au développement de l'Union européenne (Août 2012)** : Il s'agit de la toute première communication de la Commission Européenne sur la protection sociale dans le cadre du développement international. Le document décrit dans les grandes lignes la manière dont l'aide de l'UE devrait être mise en œuvre à l'avenir de sorte à favoriser la mise en place de politiques et systèmes de protection sociale. Ce document est le résultat d'un processus de consultation très vaste auquel ont participé plus de 250 intervenants et 17 Etats membres. Les nouvelles propositions incluent : appuyer les politiques et programmes appropriés et conduits par les pays ; introduire des mesures pour soutenir la création d'emplois et la situation de l'emploi ; faire participer la société civile et le secteur privé ; et s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité – en particulier celles qui touchent les femmes – pour réduire l'écart. [Lire la communication](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU



Nouvelles ressources en ligne

Nutrition

● **L'aide à la nutrition. Recourir à des solutions de financement novatrices pour mettre un terme à la malnutrition (titre traduit), ACF, IDS – Septembre 2012** : Ce rapport repose sur une étude précédente (juillet 2012), qui décrivait l'insuffisance d'investissements dans le domaine de la nutrition. Ciblants les 36 pays les plus touchés par la malnutrition, la présente étude examine trois questions. Tout d'abord, elle évoque la question des financements nécessaires pour pouvoir atteindre les objectifs de l'initiative Scaling up Nutrition (SUN) en matière d'interventions directes en nutrition. Ensuite, elle examine les implications des différentes manières de partager les efforts financiers de façon équitable entre les sources domestiques et externes. Enfin, l'étude explore des pistes pour les levées de fonds externes nécessaires. **Publication en anglais** [>>>](#)



- **Sous le SUN : Suivi des progrès du Mouvement Scaling Up Nutrition au Bangladesh et au Niger (titre traduit), ACF International – Septembre 2012** : Ce rapport fournit une évaluation des progrès réalisés au niveau de la mise en œuvre de SUN au Bangladesh et au Niger. Ces deux pays ont été choisis pour deux raisons : ils sont tous deux des pays qui se sont engagés dans cette initiative (« *early risers* ») et ils sont reconnus comme étant des pays où des progrès significatifs ont été réalisés ces dernières années en matière de renforcement des actions de nutrition. Tirant des enseignements de ces deux expériences, ce rapport présente un certain nombre d'analyses et de recommandations qui devraient alimenter la réunion annuelle du Mouvement SUN, en septembre 2012. **Publication en anglais >>>**

- **Cartographie et projets de recherche en agriculture pour l'amélioration de la nutrition : Cartographie et analyse des lacunes (titre traduit), DFID – Août 2012** : Ce rapport examine les projets de recherche actuels et programmés en agriculture pour l'amélioration de la nutrition et établit une cartographie pour identifier les lacunes en matière de recherche. Un cadre conceptuel a été établi pour définir et caractériser la recherche agricole dans le domaine de l'amélioration de la nutrition. L'étude analyse 151 projets de recherche, pour la plupart issus de programmes de recherche plus vastes. **Publication en anglais >>>**

Autres thématiques



- **Sécurité alimentaire et changement climatique, HLPE – Juin 2012** : Ce rapport passe en revue les évaluations existantes des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et analyse les défis et les opportunités que représentent les politiques d'adaptation et d'atténuation ainsi que les actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. **>>>**

- **La protection sociale pour la sécurité alimentaire, HLPE – Juin 2012** : Ce document a pour but de passer en revue les résultats et les expériences cumulées au cours de dernières années, et de proposer des recommandations afin d'utiliser la protection sociale de façon plus efficace pour protéger et promouvoir la sécurité alimentaire. **>>>**

Les deux rapports préparés par le HLPE du Comité de la sécurité alimentaire mondiale serviront à alimenter les débats dans le cadre de la 39ème session du CSA (octobre 2012).

Liens et ressources externes

- **Une nouvelle discussion en ligne** : Le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition a lancé une nouvelle discussion « Mettre l'agriculture au service de la nutrition: Prioriser l'action à l'échelon national, la recherche et le soutien ». Les résultats de cette discussion seront mis à la disposition et permettront d'alimenter les prochaines réunions qui aborderont les thèmes de la nutrition et de l'agriculture (SUN, CSA, Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement, Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique). Participez au [FSN Forum](#) pour partager des éléments pratiques, des preuves et des anecdotes liés à votre expérience personnelle en matière de recherche, de mise en œuvre ou de sensibilisation.

- **Cash Learning Partnership** : Le CaLP a repris ces activités sur base d'une nouvelle stratégie 2012-2015. Outre les nombreux outils déjà en ligne depuis la fin de la précédente phase (modules de formation, e-learning, guides pratiques, études de cas), le site s'est enrichi d'une page d'accueil en français ainsi qu'un forum électronique pour les discussions, débats et conseils sur les aspects techniques et politiques des transferts monétaires en urgences (D-Group) en français et en anglais. Ce site a été créé pour faciliter les échanges d'outils, de bonnes pratiques, d'idées et débats entre praticiens des transferts monétaires. <http://www.cashlearning.org/francais/accueil>



- **Manuel de communication pour la sécurité alimentaire, FAO - 2012** : Ce guide a été élaboré dans le cadre du Programme CE-FAO « Faire le lien entre l'information et la prise de décision pour améliorer la sécurité alimentaire ». Il vise à aider les professionnels de la sécurité alimentaire à élaborer des stratégies de communication et ainsi à communiquer plus efficacement avec leurs publics cibles.

<http://www.fao.org/docrep/015/i2195f/i2195f.pdf>

- **Cours de la Banque mondiale sur les filets sociaux de sécurité « For protection and promotion: The design and implementation of effective social safety nets » (Washington DC, 3-4 décembre 2012)** : Ce cours de deux semaines visera à fournir aux participants une compréhension approfondie des problématiques conceptuelles et pratiques dans l'élaboration de programmes de filets de sécurité. Il comportera des exemples récents d'expériences pratiques dans des Etats à revenus élevés, intermédiaires et faibles, ainsi que dans des Etats fragiles. >>>

Contacts :

EuropeAid-ROSA@ec.europa.eu
animation@reseau-rosa.eu

Ce bulletin est rédigé par l'équipe du Gret, chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative d'EuropeAid C1 (Développement rural, sécurité alimentaire et nutrition) en collaboration avec EuropeAid R7 (Formation, gestion des connaissances, communication interne, documentation).

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.

Crédits photo : Commission Européenne/EuropeAid